



12 avril 2024

(24-3087)

Page: 1/2

Comité des obstacles techniques au commerce

Original: anglais

NOTIFICATION

La notification suivante est communiquée conformément à l'article 10.6.

1. Membre notifiant: <u>SUISSE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés (articles 3.2 et 7.2):
2. Organisme responsable: Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) Les nom et adresse (y compris les numéros de téléphone et de fax et les adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant) de l'organisme ou de l'autorité désigné pour s'occuper des observations concernant la notification doivent être indiqués si cet organisme ou cette autorité est différent de l'organisme susmentionné: Secrétariat d'État à l'économie (SECO) Holzikofenweg 36 3003 Berne tbt@seco.admin.ch www.seco.admin.ch
3. Notification au titre de l'article 2.9.2 [X], 2.10.1 [], 5.6.2 [], 5.7.1 [], 3.2 [], 7.2 [], autres:
4. Produits visés (le cas échéant, position du SH ou de la NCCD, sinon position du tarif douanier national. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Viandes et abats comestibles (chapitre 2 du SH); Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires (chapitre 7 du SH); Fruits comestibles; écorces d'agrumes ou de melons (chapitre 8 du SH)
5. Intitulé, nombre de pages et langue(s) du texte notifié: Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels / Ordonnance sur les boissons / Ordonnance concernant l'information sur les denrées alimentaires / Ordonnance relative aux listes de pays prévues par l'ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels (19 pages, en français; 19 pages, en allemand)
6. Teneur: Le projet notifié concerne l'étiquetage obligatoire des produits d'origine animale produits via des procédures causant de la douleur et sans analgésie. Les principes directeurs de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA) dans le domaine du bien-être animal sont utilisés comme référence pour les exigences en matière d'étiquetage. En outre, une obligation d'étiquetage est établie pour les produits végétaux issus de pays dans lesquels l'utilisation de produits phytopharmaceutiques figurant dans l'Annexe III de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (ci-après, Convention de Rotterdam; SR 0.916.21) n'est pas interdite. Pour l'étiquetage du vin et l'indication de l'origine des ingrédients alimentaires, la législation suisse sera adaptée à celle de l'UE afin de réduire les obstacles au commerce. En ce qui concerne le vin, une liste d'ingrédients et une déclaration nutritionnelle seront

	à l'avenir obligatoires pour tous les vins, vins mousseux et vins pétillants. Ces renseignements pourront également être fournis par voie électronique. Concernant l'étiquetage de l'origine d'ingrédients représentant une proportion quantitativement importante, les exigences s'appliqueront à l'avenir indépendamment de la présentation du produit, et une zone géographique plus large pourra être indiquée au lieu du pays d'origine.
7.	Objectif et justification, y compris la nature des problèmes urgents, le cas échéant: Bien-être animal; information des consommateurs, étiquetage
8.	<p>Documents pertinents:</p> <p>Liens vers les ordonnances actuellement en vigueur:</p> <p>Ordonnance sur les denrées alimentaires et les objets usuels</p> <p>Ordonnance sur les boissons</p> <p>Ordonnance concernant l'information sur les denrées alimentaires</p> <p>Liens vers les Règlements de l'UE pertinents avec lesquels la législation suisse est en cours d'adaptation:</p> <p>Règlement (UE) n° 1169/2011</p> <p>Règlement d'exécution (UE) 2018/775 de la Commission</p> <p>Règlement (UE) 2021/2117</p> <p>Lien vers l'évaluation de l'impact réglementaire de l'introduction des obligations de déclaration et des restrictions à l'importation de produits d'origine animale et de produits végétaux Rapport final (en allemand, un résumé en français est disponible)</p>
9.	<p>Date projetée pour l'adoption: 22 avril 2025</p> <p>Date projetée pour l'entrée en vigueur: 1^{er} juillet 2025; Après l'entrée en vigueur, une période de transition de deux ans sera aménagée.</p>
10.	Date limite pour la présentation des observations: 60 jours à compter de la date de notification
11.	<p>Entité auprès de laquelle les textes peuvent être obtenus: point d'information national [] ou adresse, numéros de téléphone et de fax et adresses de courrier électronique et de site Web, le cas échéant, d'un autre organisme:</p> <p>Secrétariat d'État à l'économie (SECO) Holzikofenweg 36, 3003 Berne Suisse Courrier électronique: tbt@seco.admin.ch</p> <p>https://members.wto.org/crnattachments/2024/TBT/CHE/24_02596_00_f.pdf https://members.wto.org/crnattachments/2024/TBT/CHE/24_02596_01_f.pdf https://members.wto.org/crnattachments/2024/TBT/CHE/24_02596_02_f.pdf https://members.wto.org/crnattachments/2024/TBT/CHE/24_02596_03_f.pdf</p>